

«La situation en Hongrie» dans Luxemburger Wort (6 juin 1947)

Légende: Le 6 juin 1947, le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort relate les événements qui ont conduit en Hongrie à l'éviction du gouvernement dirigé par Imre Nagy par le gouvernement communiste de Matyas Rakosi.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 06.06.1947, n° 157; 100e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Zur Lage in Ungarn", auteur:Guinn, Jack , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_situation_en_hongrie_dans_luxemburger_wort_6_juin_1947-fr-a8ab6640-18f6-4bc2-8982-7d94cbdaa04d.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La situation en Hongrie

(Jack Guinn, correspondant AP)

Comme on l'a appris lundi d'une source américaine autorisée, les gouvernements des deux puissances occidentales soumettront une nouvelle fois officiellement, dans les deux prochains jours, aux autorités russes à Budapest l'exigence de l'ouverture d'une enquête tripartite sur les récents événements de politique intérieure en Hongrie. Il n'est pas impossible que les deux puissances occidentales portent les événements en Hongrie devant l'ONU et que la demande de remise de copies des documents qui mettraient en cause l'ancien président du Conseil Nagy préfigure une enquête par l'ONU.

Dans sa note de protestation du 17 mars contre l'arrestation du secrétaire général du parti des petits propriétaires, Béla Kovács, le gouvernement américain a durci le ton au maximum et parlé d'une tentative de prise du pouvoir qui menace la démocratie en Hongrie.

On sait que Béla Kovács a été arrêté le 25 février par des militaires russes et incarcéré dans une prison militaire russe sous le chef d'accusation d'espionnage. Avant le départ de l'ancien président du Conseil Ferenc Nagy le 14 mai pour un séjour de repos en Suisse, les Russes avaient déclaré qu'ils poursuivraient Béla Kovács pour espionnage et qu'ils le livreraient ensuite au gouvernement hongrois.

Entre-temps toutefois, on avait eu connaissance de la déclaration que Béla Kovács avait faite lorsqu'il était détenu par les Russes, et Ferenc Nagy a prié le général Sviridov de mettre cette déclaration à sa disposition. Le général a promis que le document lui serait envoyé et Ferenc Nagy est parti pour la Suisse. En son absence, le document a été remis au vice-président du Conseil, Mátyás Rákosi, qui est le chef du parti communiste, de nationalité russe et général de l'armée russe. Immédiatement, on a trouvé dans la presse hongroise d'innombrables allusions au fait que, dans sa déclaration, Béla Kovács aurait mis en cause le président du Conseil Nagy, le président de l'Assemblée nationale Varga, le ministre des Affaires étrangères Gyoengyoesi ainsi que de nombreux banquiers hongrois, des personnalités du monde des affaires et d'éminents dirigeants politiques anticommunistes dans la province.

Suite à cela, Ferenc Nagy a reçu de ses amis le conseil de rester en dehors du pays car, s'il rentrait, il serait arrêté. Et il a démissionné. Béla Varga a pris la fuite le 1^{er} juin. L'ancien ministre des Affaires étrangères Gyoengyoesi a été relevé de ses fonctions par le nouveau gouvernement procommuniste.

Le prêtre catholique István Balogh, qui avait été sous-secrétaire d'État et secrétaire général du parti des petits propriétaires sous Ferenc Nagy, a démissionné de ses deux fonctions et est tombé malade. Ses amis affirment que les communistes auraient menacé de l'arrêter. Le cardinal Mindszenty a probablement eu à son sujet, mercredi dernier, un entretien avec le vice-ministre des Affaires étrangères Mihályfi.

Pour l'instant, les communistes sont au pouvoir en Hongrie et Mátyás Rákosi, qui a déjà été condamné à une peine de prison pour tentative de mise en place d'un gouvernement communiste en Hongrie, exerce maintenant pratiquement la dictature.

Le parti des petits propriétaires, qui avait obtenu lors des dernières élections une majorité de 57 pour cent, a presque disparu. Ses dirigeants ont pris la fuite. Son membre le plus éminent resté en Hongrie est le président hongrois Zoltán Tildy, un ancien pasteur protestant. À l'étranger, certaines informations indiquent toutefois déjà que le chef du parti des propriétaires, Péter Veres, entièrement dévoué à Rákosi, deviendra dans les trois mois le nouveau président de Hongrie.

Pendant ce temps, les communistes et les sociaux-démocrates, qui ont mené côte à côte la lutte politique depuis la période qui a précédé les élections de novembre 1945, commencent à se faire la guerre. Ainsi, Rákosi a déclaré mercredi, dans une allocution devant des ouvriers d'usine, que le parti social-démocrate abritait en son sein un groupe de personnes qui luttait contre l'unité de la classe ouvrière. Il voulait dire par là que certains socialistes se montraient réticents à jouer le jeu des communistes. Ces derniers jours, des ouvriers communistes et sociaux-démocrates en sont venus aux mains, parce que les sociaux-démocrates

avaient refusé de participer à des assemblées convoquées par les communistes. La possibilité d'une cassure entre, d'une part, la majorité des membres du parti social-démocrate et, d'autre part, la direction du parti et le parti communiste existe depuis toujours et Rákosi lutte maintenant pour le maintien de l'unité politique, probablement dans l'intention d'aboutir à une réunion des listes aux prochaines élections.